L'Anarcho-Syndicaliste n°10
septembre 1961
Groupe Fernand PELLOUTIER - NANTES

C'EST LE MOMENT ...

Tel est le titre d'un article d'une affligeante médiocrité - tant sur le plan des idées que sur celui de la forme - publié sous la signature de A. PERRIER, dans le bulletin de l'U.D.F.O. du Maine et Loire.

Disons tout de suite que cet article ne mériterait aucune attention particulière si ce n'était la personnalité de son auteur.

En effet, PERRER n'est quand même pas n'importe qui! ... Il fut pendant de nombreuses années un bon compagnon anarchiste.

En 1948, JOÜHAUX qui lui déclarait *"qu'il avait, lui aussi, bu le lait de l'anarchie"* PERRIER répondit sèchement que *"ce lait s'était depuis longtemps transformé en fromage".*

Or, aujourd'hui, en pleine offensive intégrationniste, PERRIER n'hésite pas à écrire que:

"des hommes débarassés de complexes doivent prendre leurs responsabilités en face des problèmes aux solutions multiples".

Et quelles sont ces responsabilités que PERRIER nous invite à prendre sans nous embarasser de complexes ? Il nous l'explique longuement et ... naïvement.

"La notion de patronat de droit divin a complètement disparu, à sa place est né un nouveau corps social, plus dangeureux encore que cette bourgeoisie! la TECHNOCRATIE ...
... les relations autour d'une table demandent de la part des militants des connaissances complètes et souvent compliquées. Les Présidents, Directeurs généraux de sociétés, encadrés par des ingénieurs conseils, technocrates dangereux, tous salariés de grandes administrations publiques ou privées, sont des interlocuteurs avec qui il faut compter: tout se résume à des questions de rendement, de minutage et de planning. C'est sur ces bases qu'il faut aborder dans des commissions aux formes paritaires et parfois tripartites, tous les problèmes et trouver des solutions exigées par le Social. Le syndicalisme n'ayant pas de caractère doctrinal, évolue dans des circonstances en fonction de ses besoins et de ses moyens.
Les militants doivent opposer à cette mathématique des moyens d'action plus en rapport avec les solutions payantes, mais pour y réussir, les militants doivent conserver les pieds sur terre et surtout avoir le plus de sang froid possible!
Il y a des solutions qui s'inscrivent dans des démagogies insensées, mais il y a aussi des solutions constructives, c'est celles-ci que le militant doit s'acharner à défendre et à obtenir.
Au moment où l'espace est pour l'homme un raccourcissement continu, où la matière est transmuée par l'atome, le syndicalisme doit sortir de ses ornières, s'évader de ses rêveries et faire face avec énergie aux réalités.
Il est nécessaire d'assurer une politique de présence, combien serait dommageable l'absence du producteur et du consommateur en face des dirigeants de la productivité, mais à condition que cette présence soit assurée par des hommes solides sur le plan physique, mais plus encore sur le plan moral.
Que ce soit à l'usine ou dans les comités d'action sociale, si la classe ouvrière n'a pas une représentation efficace par des syndicalistes sachant avec autorité et intelligence, et aussi sans démagogie, faire face au danger, il ne peut y avoir de bon résultat."

Nous ne chicanerons pas PERRIER sur le style de son article (par exemple qu'est-ce cette notion du patronat de droit divin remplaçée par un nouveau corps social ?)
Nous ne retiendrons que le fond de sa pensée qui peut se résumer en ceci: *Le patronat de droit divin a disparu. Il est remplaçé par un nouveau "corps social", la "technocratie".*

A la suite de quoi, il urge que les syndicalistes s'évadent de *"leurs rêveries"* en pratiquant une politique de présence qui exige des hommes solides sur le plan moral et ... physique!

Cette dernière précision est particulièrement savoureuse pour qui sonnait la solide complexion de PERRIER.

Mais nous aurions tort de sourire ou de nous indigner.

Ce qu'il nous faut faire, c'est nous demander comment PERRIER a-t-il pu en arriver là?

Car enfin ... nier l'existence des classes. Oublier que cette fameuse technocratie n'est qu'un instrument au service du capitalisme ou de la bureaucratie étatique des *"pays du socialisme... réalisé"* et à proprement parler, aberrant.

S'imaginer que les antagonismes de classes peuvent se régler autrement que sur le plan du rapport de forces, prétendre substituer à l'action directe, à la révolte de toutes les heures dont parlait PELLOUTIER des discussions polies autour d'une table entre gens bien élevés et compétents, relève de la folie douce.

Mais ce que cet ancien compagnon exprime fort maladroitement, il ne l'a pas inventé.

Nous l'avons déjà lu, mieux exprimé sous la plume des Serge MALLET ou autres sociologues distingués qui sévissent dans la presse de la bourgeoisie de gauche de l'EXPRESS à FRANCE-OBSERVATEUR, en passant par TEMOIGNAGE CHRETIEN.

Et c'est là que notre responsabilité est engagée.

Qu'ont fait les anarchistes pour informer exactement les compagnons?

Qu'ont-ils fait pour combattre efficacement le poison distillé par une presse vénale mais techniquement bien faite.

Qu'ont fait les anarchistes pour empêcher les *"colloqueurs"* et autres amateurs de *"forums"* de travailler insidieusement à la mise en condition des militants ouvriers?

Rien! trois fois rien!

Notre presse incroyablement pauvre n'est trop souvent que le pale reflet de l'EXPRESS et de FRANCE-OBSERVATEUR, ou du MONDE.

Nos liaisons .... notre travail d'explication sont quasi inexistants!

Les résultats sont là. Des militants que l'on pouvait croire solides se sont perdus et sont perdus pour le mouvement.

Il serait vain et injuste de les accabler - leur échec est aussi le nôtre.

Privé d'information, l'individu n'est pas libre. Tôt ou tard, il devient le jouet des *"propagandes"*.

Les anarchistes, sous peine de disparaître en tant que courant, doivent s'organiser en tendances ayant leurs moyens de liaisons et d'information.

Les tendances doivent ensuite se fédérer d'une manière efficace, ce qui ne signifie pas d'une manière autoritaire, bien au contraire!

Il n'y a pas aujourd'hui de tâches plus urgentes que celle-là.

Et dans ce domaine, les anarcho-syndicalistes se doivent de montrer l'exemple ... Ils le montreront!
C'EST LE MOMENT.

Groupe F. PELLOUTIER

LA JACQUERIE...

Le 4 juin, alors que se déroulaient, dans l'indifférence générale, les constitutionnelles élections cantonales, un "incident" était signalé à Pont-l'Abbé. où une poignée de paysans incendiaient les urnes.

Quatre semaines ont passé au cours desquelles les routes furent chaque jour et dans tout le pays, à la disposition des paysans, des poteaux télégraphiques sciés, des voies ferrées barrées, les C.R.S. battus en maints endroits, des touristes récalcitrants ligotés, les préfets désemparés, un ministre malmené, les leaders de la F.N.S.E.A. débordés et conspués...

L'Etat fort, sur lequel s'étaie l'arrogance du patronat pour lock-outer les ouvriers, pour rompre l'accord d'entreprise à Saint Nazaire, pour refuser 0,05 N.F. d'augmentation dans la navale à Nantes, pour supprimer la prime de bilan à Billancourt, cet Etat doté de l'article 16 a été momentanément mis en échec par le déferlement de l'action directe des paysans. Le nombre impressionnant des décrets fébrilement sortis illustre la hâte du pouvoir à négocier une trêve, fût-ce au prix de concessions suffisantes pour amadouer les paysans.

Victimes des intermédiaires qui sont l'essence même du régime capitaliste, victimes du crédit qui ne fait que précipiter leur paupérisation, victimes de l'Etat, dont la politique économique de limitation de la consommation intérieure par restriction du pouvoir d'achat s'est d'abord répercutée sur le marché alimentaire, victimes des fluctuations de production en régime capitaliste, victimes d'un anachronisme des moyens d'exploitation que ne pourrait soutenir aucun régime, fût-il socialiste, victimes en fin de compte de la propriété privée des moyens de production qui en fait des micro-capitalistes, esclaves de leur propriété, en face des trusts agricoles, les paysans se sont révoltés hors de toute influence des partis politiques et des syndicats ouvriers, ou des fascistes comme le pouvoir eût aimé le faire croire. Ni les appels au calme des "leaders paysans", ni la pression des organisations catholiques, ni la légalité de l'Etat Gaulliste, ni les trois "tables rondes" organisées par le gouvernement et les dirigeants de la F.N.S.E.A., ni le flot des décrets d'apaisement n'ont eu raison de cette révolte.

Un silence dédaigneux ne suffirait plus, aujourd'hui, à masquer la carence des organisations ouvrières vis à vis des masses paysannes (y compris le manque de contacts des minorités révolutionnaires avec ces milieux). Les paysans français viennent de vivre une expérience importante. Ils ont prouvé, et se sont prouvé, que seule l'action directe des travailleurs, généralisée, sans exclure violence et illégalisme, pouvait faire plier la bourgeoisie dirigeante de la Vème République, envers et contre l'article 16. A côté, les centrales ouvrières, avec leurs grèves tournantes, font assez pâle figure!

Ceci dit, il s'agit d'apprécier le caractère véritable de ces manifestation sans se montrer plus romantiques, en l'occurence, que les paysans eux-mêmes. Quand B. LAMBERT "jeune député M.R.P., leader paysan", exalte dans l'EXPRESS du 6 juillet la révolution des paysans (dans laquelle il voit *"l'indice de la naissance d'une civilisation du travail"*...(?) on s'aperçoit, sans trop d'étonnement du sens que peut recouvrir ce terme dans la bouche d'un ancien militant des *Jeunesses Agricoles Catholiques*. Abstraction faite des morceaux de bravoure qui meublent le texte, il reste trois idées connues que le député de Loire-Atlantique reprend à son compte pour en faire la *"Révolution" des paysans":*

1- *"La réforme du circuit de distribution"*, avec le concours souhaité de l'Etat. Notons que le plan RUEFF envisage en effet, comme positive la concentration commerciale des grands magasins, type Prisunic - supers-marchés - ou réseau Leclerc, auquel l'Etat accorde d'ores et déjà son soutien. La concentration commerciale devant normalement, comme aux U.S.A., suivre la concentration industrielle en régime capitaliste".

2- *"Un regroupement des terres"*. *"Cela veut dire,* ajoute B. LAMBERT, *que bon nombre de paysans, nos fils ou nos frères, quitteront la terre".* La loi d'Orientation Agricole prévoit la suppression de 800.000 petites exploitations en dix ans, au profit de domaines plus rentables Cette concentration agricole, suite normale de la concentration industrielle en régime capitaliste, se réalisant par la propriété foncière aux mains de quelques trusts sous couvert de sociétés anonymes par actions.

3- *"La planification agricole"* de l'Etat bourgeois avec, bien entendu, participation *"à l'élaboration des plans, à leur discussion et à leur adoption, par l'intermédiaire de nos organisations syndicales".*

B. LAMBERT, les magnats de la F.N.S.E.A., ROCHEREAU et DE GAULLE, peuvent déclarer, comme le fit COURAU à l'issue de la 3ème Table Ronde: *"Sur un certain nombre d'idées forces rien ne nous sépare".*

Il est évident que les paysans de Pont-l'Abbé, de Perpignan, de Haute-Vienne et d'ailleurs, qui ont conscience de faire partie des *"fils et des frères"* condamnés à quitter la terre, n'envisagent pas l'avenir avec la

même sérénité. C'est pour répondre à leurs préoccupations, et sous leur rude pression, que le gouvernement suspend "momentanément" la taxe de résorption sur le lait, qu'il accorde une nouvelle tranche de stockage du beurre, qu'il met 10 milliards à la disposition du F.O.R.M.A, décide l'achat des carcasses entières des boeufs par la S.I.B.E.V., promet l'ouverture de débouchés impossibles dans le cadre du Marché Commun (dont P. DROUIN stigmatise précisément, dans *Le Monde* du 15 juin, l'engorgement par les excédents agricoles). Mais ces palliatifs, circonstanciels et illusoires, destinés à désamorcer l'action directe pour lui substituer la *"trêve des Tables Rondes"*, ne remettent à aucun moment en cause la loi d'orientation approuvée aussi bien par le P.S.U. que par la S.F.I.O. C'est ainsi qu'elles s'accompagnent de deux projets gouvernementaux, l'un, dit de *"préemption aux sociétés foncières"*, qui reviendrait à accorder à ces sociétés le monopole de l'achat des terres, l'autre d'un relèvement de la retraite des seuls exploitants qui acceptent d'abandonner leur terre, principe dont se félicitent le Conseil d'administration de la F.N.S.E.A. et les responsables du C.N.J.A . dans leur motion du 12 juillet.

Waldeck ROCHET, qui, comme B.LAMBERT, a déposé un projet de loi agricole au parlement, expliquait, dimanche 2 juillet à St-Brieuc, le programme du P.C.F.: *"une politique de justes prix, de larges débouchés agricoles grâce au relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs"* (sans préciser comment les travailleurs devront s'y prendre poux empêcher auparavant la dégradation du pouvoir d'achat et les licenciements!), *"de nouveaux prêts d'équipement, la stricte limitation des marges du négoce, la stricte limitation du prix des fermages, la suppression du Marché Commun..."* avec en plus, diverses subventions ou détaxations et la franchise de 20.000 Frs, pour la Sécurité Sociale. Et Waldeck ROCHET d'ajouter aussitôt : *"mais, évidemment, les paysans savent que pour faire aboutir ces justes revendications, ils ne peuveni compter sur un gouvernement qui est avant tout l'instrument des monopoles .... Il importe que se rassemblent les forces en vue de rétablir une véritable République où il y aura un parlement démocratique, où les ouvriers et les paysans pourront faire entendre leur voix"*. Quinze jours plus tard, dans *l'Humanité*, Jean FLAVIEN, se réjouit puisque, selon lui, *"la paysannerie commence à saisir que ce qui est on cause, c'est l'orientation même de la politique économique et agricole gaulliste"*. En persuadant les paysans qu'une solution est possible dans le cadre du régime, qu'avec quelques subventions, la *"stricte limitation des marges du négoce"*, avec un peu de bonne volonté de la part du gouvernement tout pourrait s'arranger, que c'est la politique agricole actuelle, qui est en cause, le P.C. s'efforce d'étouffer, en hâte, tout ce qu'il pouvait y avoir de ferment révolutionnaire dans la révolte paysanne.

Dans ces concluions, il n'y avait pas très grand risque à faire défiler avec les paysans des ouvriers bien encadrés par la social-démocratie et le P.C. *L'Humanité*, comme B. LAMBERT dans l'Express, voit *"un événement de très grande portée"* dans le meeting de St-NazaireE. Qu'on sache tout de même que si le texte appelant ouvriers et paysans à cette manifestation exprimait *"leur opposition commune au système économique actuel"*, c'est au grand regret des amis C.F.T.C. de B. LAMBERT, et des responsables C.G.T. qui ne cachèrent pas leur nette préférence pour la formule *"Contre la politique gouvernementale"* derrière laquelle ils firent défiler les manifestants le lendemain.

Des barrages paysans, que restera-t-il? Si le mouvement marque des signes d'essoufflement ce n'est pas par acceptation de la trêve, ce n'est pas par l'enthousiasme qu'ont suscité les décrets gouvernementaux, ni par foi dans les "Tables Rondes" c'est qu'il s'éteint faute de perspectives, que personne n'a pu lui donner dans le cadre du régime capitaliste. C'est pourquoi, l'affirmation de B. LAMBERT, exprime, mot pour mot, le contraire de la réalité quand il dit: *"jusqu'à présent les paysans étaient des révoltés, comme au moment des jacqueries. Ils deviennent des révolutionnaires qui savent où ils vont, où ils veulent aller"*...(grossir la masse des manoeuvres, ou prendre leur tour dans les queues de chômeurs devant les bureaux de placement!).

Les militants révolutionnaires, quant à eux, ne participeront pas à cette démagogie et à cette duperie. Ils expliqueront honnêtement aux paysans, là où ils pourront les rencontrer, que c'est le régime capitaliste lui-même, et non une certaine politique d'un certain premier ministre, qui les condamne à la disparition et à la paupérisation, que tous ceux qui soutiennent ce régime ne peuvent que leur balbutier des paroles mielleuses et les bercer d'illusions.

Les anarcho-syndicalistes expliqueront que la suppression des intermédiaires, cela signifie la suppression du capitalisme et non la concentration commerciale, type E.Leclerc ou autre.. Ils expliqueront que la solution du problème agricole ne réside pas dans l'achat des terres par la bourgeoisie des sociétés foncières, sous couvert du "regroupement", mais dans la collectivisation telle que la réalisèrent nos Camarades espagnols, dans certaines communes d'Aragon en 1936, avant de subir les coups conjugués du fascisme clérical, du stalinisme et de la social-démocratie. Ils expliqueront aussi que la suppression de la propriété privée se réalisera par la lutte de la classe des travailleurs, ouvriers et paysans, non pour le maintien de la démocratie parlementaire bourgeoise, mais pour l'instauration d'un socialisme authentique, du socialisme par en bas.

Groupe Fernand PELLOUTIER

LUTTES OUVRIÈRES...

Chez DASSAULT à Bordeaux-Mérignac: nous recevons ce texte d'un Camarade des Usines Dassault.

Un jeudi après-midi, un chef d'atelier licencie un ouvrier - ce monsieur n'avait pas digéré la réplique du gars qui en avait par dessus la tête de s'entendre dire que *"le travail n'avance pas"* et répondit: *"si vous trouvez que cela ne va pas assez vite, prenez les outils et montrez-moi si vous allez plus rapidement"*

La Direction ayant fait savoir qu'elle se montrait intransigeante, en maintenant le licenciement, la riposte fut immédiate et massive: en moins d'une demi-heure, la totalité des ateliers étaient déserts, et les gars, après une discussion rapide mandataient les délégués pour exiger la levée totale de la sanction.

Le lendemain, premier recul du patron: le licenciement se transforme en 8 jours de mise à pied.

Nouvelle Assemblée Générale des ouvriers - les délégués cégétistes appliquant aveuglement la "ligne" confédérale, donc du P.C. commencèrent à vouloir freiner les gars, et tinrent le langage suivant: *"Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une provocation de la Direction pour nous entraîner dans une aventure, la grève illimitée, et pour nous détourner de notre lutte revendicative! Nous avons obtenu 8 jours de mise à pied, il faut maintenant demander au camarade licencié ce qu'il en pense".*

Ce langage clair, cela signifie capituler devait la Direction, et saboter un mouvement magnifiquement démarré.

Les gars l'ont bien compris, et ont immédiatement réagi, en prenant la résolution d'imposer la levée totale de la sanction, et en indiquant qu'ils se battaient pour la réintégration du licencié, mais aussi pour signifier à un certain nombre de cadres, qu'il y avait une différence entre une usine et une caserne!

Décision prise également de cesser toutes les heures supplémentaires, de ne pas venir le samedi, et de se retrouver le lundi matin, devant la porte de l'Usine, afin d'examiner la situation.

Les délégués doivent donc, une fois de plus, revenir à la Direction, pour signifier la volonté du personnel, ils n'ont pas l'air tellement convaincus, et semblent désespérés de voir les gars aussi décidés à se battre!

Entre temps, la Direction fait savoir qu'elle s'en tiendra à 4 jours de mise à pied, et au déplacement à Talence **(1)**. Peine perdue!

Le lundi matin, nouvelle assemblée générale: un délégué, Secrétaire du C.E., et membre du bureau fédéral du P.C., insiste lourdemant: *"Camarades, soyons calmes! ne nous énervons pas! gardons la tête froide, même si parmi vous, quelques- uns s'échauffent. Nous avons rendez-vous avec l'Inspecteur du Travail, qui doit venir ce matin à l'usine. Faites confiance à vos délégués qui vous rendront compte de l'entrevue".*

Réponse de l'Assemblée: *"Quand l'inspecteur sera là, nous débrayerons, nous nous rassemblerons devant l'usine, pour être au courant des discussions au fur et à mesure, mais dites bien à ces messieurs que c'est la levée totale de la sanction qu'il nous faut!".*

L'inspecteur du Travail, sans doute "averti" du "climat" régnant dans la boîte, n'est pas venu, et la réunion eut lieu l'après-midi, au siège de l'Inspection du Travail.

Devant les nombreuses interventions des travailleurs, les délégués ont accepté, à leur corps défendant, que les gars débrayent à nouveau et se rendent devant l'Inspection du Travail. Ce qui fut fait, et l'après-midi, devant cette manifestation, la Direction capitulait: plus de mise à pied et pas de déplacement!

(1) Commune de la banlieue bordelaise ou DASSAULT ~~possède~~ une usine, surnommée par les gars *"La mine de sel".*

Nous avons, dans ce bulletin, relaté cette action, parce qu'elle est significative à plus d'un titre.
1- l'appareil du P.C. en la personne du Secrétaire du C.E., a constamment chercher à freiner l'action, parce qu'il ne la contrôlait pas, qu'elle lui échappait, qu'il subissait.

2- Les délégués ont été systématiquement "poussés", cela a été possible, parce que les assemblées générales avaient lieu fréquemment, qu'elles étaient suivies massivement, et que les ouvriers exerçaient un contrôle permanent sur l'action des délégués, exigeant des compte-rendus, immédiatement après, et même pendant les réunions, grâce aux suspensions de séances.

3- un niveau de combativité élevé a été maintenu pendant toute la durée de l'action, parce que les gars savaient que l'objectif était à leur portée, contrairementaux mouvements pour les salaires, qui sont moins suivis, parce que les ouvriers savent que ce ne sont pas les grèves tournantes dans l'usine, atelier par atelier, qui nous ferons obtenir la parité des salaires avec la région parisienne, la retraite à 60 ans, le retour aux 40 heures.

4- les militants ouvriers de l'usine connus pour leurs désaccords avec les Directions syndicales, sont apparus dans ce mouvement comme les éléments les plus actifs, les plus lucides. Bien que ces militants aient décidés depuis quelques mois, de ne pas avoir, pour l'instant de responsabilités syndicales, ils n'en reste pas moins que leur activité gêne considérablement les "béni-oui-oui" du syndicalisme.

Une fois de plus, la démonstration a été faite, que même dans une usine ou la Direction se veut moderne, paternaliste, voire même progressiste, c'est en définitive l'action directe, le rapport de forces qui règle les problèmes.

Un ouvrier de l'usine Dassault.

Chez Braud-et-Faucheux à Ancenis - Loire Atlantique:

Les Etablissements BRAUD & FAUCHEUX à ANCENIS (Loire-Atlantique) fabriquent du matériel de levage pour les Entreprises de Travaux Publics.

Il n'existait jusqu'à une date récente, que le seul Syndicat C.G.T. dans l'Entreprise.

Comme ils le font souvent, les responsables staliniens de la C.G.T. s'étaient bornés à accompagner les délégués du personnel près de la Direction.

Un Syndicat FORCE-OUVRIERE, animé par nos Camarades, s'étant constitué dans l'Entreprise, une réunion de Commission Mixte fut demandée.

Le patron s'y refusa catégoriquement, prétendant ne reconnaître que la C.G.T. (et ce, malgré les élections au C.E.) qui donnèrent 3 élus à FORCE-OUVRIERE, 1 C.F.T.C., et ... pas d'élu C.G.T.

Enfin, la grève fut déclenchée; disons d'ailleurs que la C.G.T, et la C.F.T.C., bon grè, mal grè, durent s'aligner sur nos Camarades militants à F.O.

Le patron n'épargna rien pour briser le mouvement: lettres recommandées, distribution de tracts, pressions individuelles, tout y est passé.

L'Inspecteur du Travail fit la sourde oreille et ignora la loi du 11 Février 1950.

Mais la grève ne fut pas brisée, et une convention fut signée.

Comme quoi, en dépit des efforts conjugués du patronat, des pouvoirs publics et l'attitude pour le moins équivoque des bureaucraties staliniennes et chrétiennes, les travailleurs peuvent, par l'action directe, faire reconnaître les Syndicats.

Ajoutons qu'aucune clause restrictive au droit de grève (comme celles qui existent malheureusement dans de nombreux accords d'Entreprise) ne figure dans la Convention signée.
Encore que Declercq, le "Révolutionnaire" de la C.F.T.C. ait déclaré que de telles clauses ne pouvaient gêner que les "grèves spontanées" - Declercq considérant que les seules grèves valables sont celles ordonnées par un état major syndical.

MISE AU POINT RELATIVE À UN ARTICLE PARU DANS LE BULLETIN INTÉRIEUR DE LA F.A.:

Le Groupe "Fernand PELLOUTIER" eût souhaité pouvoir faire un sort, dans le dernier bulletin intérieur de la F.A., aux calomnies pitoyables qui s'y étalent sur 3 pages.

Alors qu'est envisagée une conférence nationale des Anarcho-Syndicalistes, à la préparation de laquelle le groupe "Fernand PELLOUTIER" prend une part active, il était sans doute opportun d'essayer de discréditer ses militants.

Publiant dans le premier numéro de "L'ANARCHO-SYNDICALISTE" la lettre aux Anarchistes de Fernand PELLOUTIER, le groupe F.P. faisait:
"le choix ferme d'un mode particulier de propagande et la résolution non moins ferme d'y consacrer toute la force qui lui a été départie".

Ce qui, dans la période actuelle, l'amène à consacrer toute ses forces à la création:

"du, ou des organismes de coordination, dont l'absence est si cruellement ressentie et sans lesquels il est vain d'espérer pouvoir retrouver une quelconque audience dans la classe ouvrière". (*L'Anarcho-syndicaliste* - n°6).

.... tâche qui requiert davantage de courage et d'enthousiasme que le gribouillage de ragots et calomnies.

Correspondance:

Serge MAHE - 157 chemin de Carcouët - NANTES : C.C.P. 1.898-87

Abonnements:

les 10 numéros: 3,00 N.F.

Aboement de soutien: 10,00 N.F.